

C. RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE « EAU » CONCERNEES



C.I. « IOTA » SOUMIS AUX RUBRIQUES DU TITRE I : PRELEVEMENTS

Le captage de « Pont-la-Vieille » n'est pas situé dans une Zone de Répartition des Eaux (ZRE).

Rubrique 1.2.1.0 (régularisation)

« A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'art. L214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe. Si le débit total prélevé est compris entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau, le projet est soumis à déclaration. Si le débit total prélevé est supérieur ou égal à 1 000 m³/heure ou à 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau, le projet est soumis à autorisation. »

Le débit de référence du cours d'eau s'entend comme le débit moyen mensuel sec de récurrence cinq ans (QMNA₅).

Un arrêté préfectoral en date du 25 novembre 1966 autorise l'exploitation de ce captage et déclare d'Utilité Publique le prélèvement d'eau et les périmètres de protection. Cet arrêté autorise un prélèvement journalier maximal de 2 800 m³ et un débit instantané maximal de 80 l/s. 62 m³/s

Le QMNA₅ du Siniq au droit de la retenue de « Pont-la-Vieille » est estimé à 62 l/s par l'étude IRSTEA.

Le débit journalier sollicité pour alimenter en eau destinée à la consommation humaine l'Unité de Distribution du Carladez est de 2500 m³/j, ce qui correspond à environ 29 l/s, soit environ 47 % du QMNA₅ du Siniq au droit de la prise d'eau (cf. §A.III.2.1.1 de la pièce F pour la détermination de ce débit de référence).

Les prélèvements d'eau brute destinée à la consommation humaine par le captage de « Pont-la-Vieille » sont donc soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1.2.1.0 de la nomenclature « eau »

C.II. « IOTA » SOUMIS AUX RUBRIQUES DU TITRE II : REJETS

Rubrique 2.2.3.0 (projet)

« Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0.

Si le flux total de pollution est supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent, le projet est soumis à autorisation. Si le flux total de pollution est compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent, le projet est soumis à déclaration.

Si le produit de la concentration maximale d'*Escherichia coli*, par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D. 1332-1 et D. 1332-16 du code de la santé publique, est supérieur ou égal à 1011 E coli/j, le projet est soumis à autorisation. Si le produit de la concentration maximale d'*Escherichia coli* par le débit moyen journalier de ce rejet et compris entre 1010 et 1011 E coli/j, le projet est soumis à déclaration. »

Les eaux de lavage des filtres et les boues du décanteur de l'usine de traitement actuelle sont rejetées directement au milieu naturel sans traitement. Leur qualité ne fait l'objet d'aucun suivi ; leur composition et leur volume ne sont donc pas connus. Ce rejet sera supprimé dans le cadre du projet.

Les eaux de surverse de l'épauississeur (filière boues) de la future station de traitement des eaux prélevées seront renvoyées vers le Siniq à l'aval immédiat de la prise d'eau. Un analyseur de turbidité et un débitmètre contrôleront la qualité et la quantité des surverses de l'épauississeur.

Le niveau de rejet garanti pour le rejet de la station de traitement dans le Siniq est le suivant :

Tableau 14 : Niveau de rejet garanti pour la station de traitement (source : Cahier des Performances Garanties, EGIS, Août 2017)

Paramètre	Niveau de rejet garanti (moyennes journalières)	Flux maximum garanti (moyennes journalières)
MES	35 mg/l	9 kg/j
DBO5	25 mg/l	6 kg/j
DCO	50 mg/l	12 kg/j
Matières inhibitrices	25 eq/j	25 eq/j
Azote total	5 mg/l	1,2 kg/j
Phosphore total	0,5 mg/l	0,3 kg/j
Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX)	14 µg/l	7,5 g/j
Métaux et métalloïdes (Metox)	150 µg/l	30 g/j
Hydrocarbures	100 µg/l	0,1 kg/j

Les niveaux R1 et R2 sont présentés dans le tableau ci-dessous

Tableau 15 : Niveaux R1 et R2 (source : arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement)

Paramètre	Niveau R1	Niveau R2
MES	9 kg/j	90 kg/j
DBO5	6 kg/j	60 kg/j
DCO	12 kg/j	120 kg/j
Matières inhibitrices	25 eq/j	100 eq/j
Azote total	1,2 kg/j	12 kg/j
Phosphore total	0,3 kg/j	3 kg/j
Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX)	7,5 g/j	25 g/j
Métaux et métalloïdes (Metox)	30 g/j	125 g/j
Hydrocarbures	0,1 kg/j	0,5 kg/j

Les flux maxima d'eaux sales rejetées dans le Siniq (en moyenne journalière) seront, dans tous les cas, inférieurs ou égaux au niveau R1 (garanties souscrites).

Les eaux de surverse de l'épauississeur (filière boues) de la future station de traitement des eaux prélevées ne sont pas soumis à autorisation ni à déclaration au titre de la rubrique 2.2.3.0 de la nomenclature « eau ».

C.III. « IOTA » SOUMIS AUX RUBRIQUES DU TITRE III : IMPACTS SUR LE MILIEU AQUATIQUE OU SUR LA SECURITE PUBLIQUE

Rubrique 3.1.1.0 (régularisation et projet)

« Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau.

- (1) Si le projet constitue un obstacle à l'écoulement des crues, il est soumis à autorisation.
- (2) Si le projet constitue un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation, il est soumis à déclaration. Si le projet constitue un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation, il est soumis à autorisation. »

Le projet prévoit la réalisation d'un ouvrage d'alimentation du chenal, qui constitue alors un obstacle à la continuité écologique. La hauteur de chute au module est de 24 cm en cumulé. Le projet est donc soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature « eau ».

Le seuil existant sur le Siniq, à régulariser, entraîne un obstacle à l'écoulement des crues et un obstacle à la continuité écologique de plus de 50 cm. Il est donc soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3.1.1.0 de la nomenclature « Eau ».

Rubrique 3.1.2.0 (projet)

« Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau. Si la modification est effectuée sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m, le projet est soumis à déclaration. Si la modification est effectuée sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m, le projet est soumis à autorisation. »

Le projet entraînera la modification du profil en travers et en long par implantation du déflecteur, aménagement de l'ouvrage d'alimentation et aménagement du chenal sur une longueur de 112m. Le projet est donc soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3.1.2.0 de la nomenclature « eau ».

Rubrique 3.1.4.0 (régularisation et projet)

« Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes. Si la modification est effectuée sur une longueur supérieure ou égale à 200 m, le projet est soumis à Autorisation. Si la modification est effectuée sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m, le projet est soumis à Déclaration. »

Le projet comprend le confortement des berges au niveau de l'ancrage du déflecteur et de l'ouvrage d'alimentation du chenal. La longueur des aménagements en berge étant de 15m, le projet n'est pas concerné par la rubrique 3.1.4.0 de la nomenclature « eau ».

La régularisation du mur de soutènement de la retenue, d'une longueur supérieure à 20 m mais inférieure à 200m, est soumise à Déclaration au titre de la rubrique 3.1.4.0 de la nomenclature « Eau ».

Rubrique 3.1.5.0 (projet)

« Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet. Si plus de 200 m² de frayères sont détruites, le projet est soumis à autorisation. Sinon, le projet est soumis à déclaration. »

Le projet aura potentiellement pour conséquence la destruction de la frayère en lit mineur au droit des emprises de travaux, sur moins de 200 m. Le projet est donc soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature « eau ».

Rubrique 3.2.3.0 (régularisation)

« Plans d'eau, permanents ou non. Si le plan d'eau a une superficie supérieure ou égale à 3 ha, le projet est soumis à Autorisation. Si le plan d'eau a une superficie supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha, le projet est soumis à Déclaration »

Le plan d'eau existant a une superficie supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha. La régularisation de ce plan d'eau est donc soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature « eau ».

C.IV.SYNTHESE DES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE « EAU » CONCERNEES

Le tableau ci-dessous présente les rubriques de la nomenclature « Eau » concernées par le projet.

Tableau 16 : Rubriques de la nomenclature "Eau" concernées par le projet

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques du projet	Régime du projet
1.2.1.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'art. L214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débit total prélevé compris entre 400 ou 1 000 m³/h ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau → Déclaration • Si le débit total prélevé est supérieur ou égal à 1 000 m³/heure ou à 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau → Autorisation 	<p>Les besoins d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la Communauté de Communes du Carladez et de la commune de Saint Hippolyte sont de 2500 m³/j, ce qui correspond à environ 29 L/s soit environ 47 % du QMNA5 du Siniq à l'aval de la prise d'eau</p>	Autorisation
2.2.3.0	<p>Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Flux total de pollution supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour au moins un paramètre → Autorisation • Flux total de pollution compris entre les niveaux de pollution R1 et R2 pour au moins un paramètre → Déclaration • Produit de la concentration maximale d'E coli par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D. 1332-1 et D. 1332-16 du code de la santé publique supérieur ou égal à 1011 E coli/j → Autorisation • Produit de la concentration maximale d'E coli par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D. 1332-1 et D. 1332-16 du code de la santé publique entre 1010 et 1011 E coli/j → Déclaration 	/	Non concerné
3.1.1.0	<p>Installations, ouvrages, remblais et épis dans le lit mineur d'un cours d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si le projet constitue un obstacle à l'écoulement des crues → Autorisation • Si le projet constitue un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation → Déclaration • Si le projet constitue un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation → Autorisation 	<p>Le projet prévoit la réalisation d'un ouvrage d'alimentation du chenal, obstacle à la continuité écologique. La hauteur de chute au module sera de 24 cm cumulée.</p> <p>Le seuil actuel est un obstacle à l'écoulement des crues et un obstacle à la continuité écologique de plus de 50 cm.</p>	Autorisation

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques du projet	Régime du projet
3.1.2.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modification effectuée sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m → Déclaration ; • Modification effectuée sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m → Autorisation 	<p>Modification du profil en travers et en long par implantation du déflecteur, aménagement de l'ouvrage d'alimentation et aménagement du chenal sur une longueur de 112 m</p>	Autorisation
3.1.4.0	<p>Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m → Autorisation ; • Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m, mais inférieure à 200 m → Déclaration 	<p>Confortement des berges au niveau de l'ancrage du déflecteur et ouvrage d'alimentation du chenal sur une longueur de 15 m</p> <p>Le mur de soutènement à régulariser a une longueur comprise entre 20 m et 200 m.</p>	Déclaration
3.1.5.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Destruction de plus de 200 m² de frayères → Autorisation ; • Dans les autres cas → Déclaration 	<p>Destruction potentielle de frayère en lit mineur au droit des emprises de travaux, sur une longueur inférieure à 200 m</p>	Déclaration
3.2.3.0	<p>Plans d'eau, permanents ou non.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Superficie supérieure ou égale à 3 ha → Autorisation. • Superficie supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha, → Déclaration » 	<p>La retenue de « Pont-la-Vieille » à régulariser a une superficie comprise entre 0,1 et 3 ha.</p>	Déclaration

C.V. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PRELEVEMENTS EN COURS D'EAU

Les conditions de prélèvement d'eau dans un cours d'eau sont encadrées par une réglementation stricte, en particulier l'article L214-18, du Code de l'Environnement, dont les principaux paragraphes sont repris ci-dessous :

« Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite (systèmes dits de passes à poissons). »

« Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. Pour les cours d'eau ou parties de cours d'eau dont le module est supérieur à 80 mètres cubes par seconde, ou pour les ouvrages qui contribuent, par leur capacité de modulation, à la production d'électricité en période de pointe de consommation et dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat pris après avis du Conseil supérieur de l'énergie, ce débit minimal ne doit pas être inférieur au vingtième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage évalué dans les mêmes conditions ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. Toutefois, pour les cours d'eau ou sections de cours d'eau présentant un fonctionnement atypique rendant non pertinente la fixation d'un débit minimal dans les conditions prévues ci-dessus, le débit minimal peut être fixé à une valeur inférieure. »

« Les actes d'autorisation ou de concession peuvent fixer des valeurs de débit minimal différentes selon les périodes de l'année, sous réserve que la moyenne annuelle de ces valeurs ne soit pas inférieure aux débits minimaux fixés précédemment. En outre, le débit le plus bas doit rester supérieur à la moitié des débits minimaux précités. »

« Lorsqu'un cours d'eau ou une section de cours d'eau est soumis à un étiage naturel exceptionnel, l'autorité administrative peut fixer, pour cette période d'étiage, des débits minimaux temporaires inférieurs aux débits minimaux prévus précédemment ».

Les dispositifs de prélèvements prévus au niveau de la prise d'eau de « Pont-la-Vieille » sur le Siniq doivent donc respecter les dispositions de l'article L.214-18 du Code de l'Environnement.

Au droit de la prise d'eau, le module du Siniq est estimé à 899 l/s (estimations IRSTEA). Le dixième du module est donc de 90 l/s, et le vingtième du module de 45 l/s.

Le Débit Minimum Biologique est de 120 l/s, et est donc supérieur au dixième du module.

La réglementation demande à ce que le débit restitué soit toujours supérieur au débit le plus important entre le DMB et le dixième du module (ici, le DMB).

Dans le cadre du projet, la Communauté de Communes Aubrac, Carladez et Viadène demande une dérogation à cette règle, et demande à ce que le débit restitué soit uniquement supérieur au vingtième du module (45 l/s) (des demandes de dérogations sont actuellement effectuées tous les ans). Des mesures seront mises en place par la collectivité (restrictions d'usage). Ces mesures sont détaillées dans le chapitre B.II.4 Sur les modalités de gestion du présent document.